L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau: 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 11 MAI 1888.

PETITES ANNONCES.

PENSION—Grandes chambres bien aérées, à $15.50, $20 et $25 la semaine; pension, $3.50; dans une famille française, 216 Bourbon, entre Dumaine et St-Philippe. 4avril—3m

A. B. Philips, notaire, 8 Comal Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $60,000. 30 janvier—1an

DEMANDES.

ON demande—Une femme pour faire la cuisine et aider au ménage. Elle devra dormir à la maison. S'adresser 333 St. Andrew street. 11mai—1t

A VENDRE.

A VENDRE, la belle et agréable maison de résidence à deux étages s'élevant sur un vaste terrain et ayant jardin, arbres fruitiers, etc., à l'angle nord-est des rues Ursulines et Prieur. S'adresser à G. A. Lanaux, rue Dauphine, 71, au premier étage. dmai—7t

A VENDRE, une propriété en parfait état située au Nord-Est de St-Louis. S'adresser 93 Exchange Alley de 1 à 3 heures P. M. Aussi, propriété rue Colombus entre Broad et Dorgenois. 6 mai—7 f.

DEMANDES D'EMPLOI.

INSTITUTRICE—Une jeune Française, récemment arrivée, et munie de son brevet d'institutrice, désirerait se placer dans une famille, pour enseigner le français et le piano. S'adresser, au bureau du journal, aux initiales L. O. 24avril—1m

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Stoddart Howell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,408—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Geo P. Howell, administrateur, ne devrait pas être homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
11 mai—11 16 20

Succession de Rosannah Henderson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 24,052—Division B. Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir décret homologuant son administration dans la succession de feue Rosannah Henderson, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'il en existe) pourquoi lesquelles le compte ci-dessus ne devrait pas être homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
11 mai—11 16 20

Succession du Dr J. F. Bougnet.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No. 23,676—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Arthur Héric, administrateur public de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
4 mai—4 9 13

Succession de Mme Marie Henri, veuve de Louis Héric.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No. 22,879.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Arthur Héric, administrateur public de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
4 mai—4 9 13

AVIS AUX CREANCIERS.

Nicholas Rose vs ses Créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 21,408—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Nicholas Rose, syndic définitif de cette affaire, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
10 mai—10 15 20

W. C. Hardwick vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,248—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final et tableau de distribution présenté par Abraham Lazarus, syndic définitif de cette affaire, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
11 mai—11, 15, 19.

Geo. H. Bakley vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—Division D.—No 20,262.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte et le tableau de distribution présentés par Abraham Lazarus, syndic définitif de cette affaire, ne devraient pas être approuvés et homologués et les fonds distribués conformément aux dits comptes et tableaux.

Par ordre de la cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
11 mai—11.15.19

J. B. Junqua vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 20,554—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Pompée Bona, syndic définitif de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
8mai—8, 12. 17 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Edward L. Hall vs ses Créanciers—No 23,627—Div. A.—Dans la cession des biens par du pétitionnaire Edward L. Hall soit et accepté par le présent, accepté par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant J. Wharton Collens, notaire en cette ville, le 8AMEDI, 26me jour de mai 1888, à 10 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, de dire un syndic et voter sur toutes autres affaires que pourront soumettre, et qu'dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Frank D. Chrétien, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 avril 1888.
[Signé] A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
22 avril—3f au 26 mai

In re Interdiction de John M. G. Parker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 23,740—Division D.—Attendu que Edward M. Tucke et Percy Parker, de la ville de Lowell, Etat de Massachusetts, ont présenté par cette Cour cette requête à l'effet de faire interdire J. G. Parker, interdit, et ont demandé l'exploration de première possession et la nomination d'un curateur à l'Etat de la succession dudit interdit.

Il est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les trente jours après la première publication de cet avis pourquoi les dits curateurs ne seront pas prononcés possessionnés et ne transférer pleine possession de l'Etat de la Louisiane, à leur discrétion, la propriété du dit John M. G. Parker, interdit.

Par ordre de la cour.
E. C. WIENERTE, Député-Greffier.
11 avril—3f au 26

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Edward L. Hall vs ses Créanciers—No 23,627—Div. A.—Dans la cession des biens du pétitionnaire Edward L. Hall soit et accepté par le présent, accepté par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant J. Wharton Collens, notaire en cette ville, le 8AMEDI, 26me jour de mai 1888, à 10 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, de dire un syndic et voter sur toutes autres affaires que pourront soumettre, et qu'dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que Frank D. Chrétien, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 avril 1888.
[Signé] A. L. TISSOT, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
22 avril—3f au 26 mai

In re Interdiction de John M. G. Parker.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 23,740—Division D.—Attendu que Edward M. Tucke et Percy Parker, de la ville de Lowell, Etat de Massachusetts, ont présenté par cette Cour cette requête à l'effet de faire interdire J. G. Parker, interdit, et ont demandé l'exploration de première possession et la nomination d'un curateur à l'Etat de la succession dudit interdit John M. G. Parker.

Il est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les trente jours après la première publication de cet avis pourquoi les dits curateurs ne seront pas prononcés possessionnés et ne transférer pleine possession de l'Etat de la Louisiane, à leur discrétion, la propriété du dit John M. G. Parker, interdit.

Par ordre de la cour.
E. C. WIENERTE, Député-Greffier.
11 avril—3f au 26

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION

DISTRIBUÉ.

L. S. L. A.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La constitution de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire décisif, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses Grands Tirages Trimestriels auront lieu en Mars, Juin, Septembre et Décembre

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. Ewing
COMMISSAIRES.

Grand Tirage Trimestriel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 12 JUIN 1888.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars chacun. Demi-Billet $10;

Quart de Billet $5 00;

Dixième de Billet $2;

Vingtième de Billet $1.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de $500, soit	$50,000
100 Lots de $300,	30,000
100 Lots de $200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

1,000 Lots de $100, soit	$100,000
1,000 Lots de $100,	100,000
3,136 Lots se montant à	$1,055,000

Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distinctement et lisiblement écrite. On l'enverra un service plus rapide de la Poste en employant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Orders ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express [à nos frais]. Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Autorisé par lettres enregistrées à la Cie Bancaire

La Nouvelle Orléans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ-VOUS que la Compagnie de Loterie Nouvelle-Orléans, et que les billets sont signés par le soussigné d'une manière distincte dont les détails, dans une charte, sont reconnus par les tribunaux de dernière résort. Vous avez donc des combinaisons et des chances assurées.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Lesher F. Tower vs. Edward Kiesling.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,086.—En vertu d'un writ de saisi et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, SAMEDI, 2 juin 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Quatre certains lots de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et dépendances y appartenant, situés dans la Troisième Section de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlot borné par les rues Calliope, Dryades, Foucher et Terpsichore, et désignés par les Nos 1, 2, 3 et 4 de la subdivision de l'îlot, suivant un plan dressé par Alfred Mercier, ingénieur, le 17me jour de janvier 1848, déposé en l'étude de C. Bonneval, notaire, alors notaire public de la ville, et mesurant chacun vingt-et-un pieds sept pouces et quatre lignes de face à la rue Calliope sur une profondeur de cent vingt pieds, entre lignes parallèles.

Acquis par le défendeur comme suit: Les lots numéros treize et quatorze, de Mme H. J. Fandrie, acte pardevant E. Stringer, notaire, le 6 mars 1867, le lot numéro douze, de Jacques Jacobs, le 3 mai 1881, acte pardevant S. Zimmerman, le 3 mai 1881, acte pardevant F. Adolphe, notaire; et le lot numéro seize, de Mme Jeanne Lamothe, le 23 février 1882, acte pardevant O. Dronett, notaire.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
28avril—29 mai 5 12 19 26 juin 2

ANNONCE JUDICIAIRE.

Lucien Baron vs Emile R. Chevalley.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,244.—En vertu d'un writ de saisi et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 19 mai 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Une certaine portion de terre, située dans la Sixième District de la Nouvelle-Orléans, dans l'Ilot No. 59, nouveau plan, borné par les rues Valence, Cadiz et Water et le Fleuve, mesurant cent vingt pieds de face à la rue Water, la même façade sur la rue Cadiz, deux cent vingt pieds de la ligne qui le sépare avec la balance du dit lot, la même façade sur la rue Cadiz; ensemble avec droits d'accès sur la dite ruelle.

Acquise par E. R. Chevalley, par acte en partage avec John T. Michel, conformément à un acte passé pardevant E. Coumagère, notaire de cette ville, en date du 21 décembre 1887, dûment enregistré au bureau des transferts livre 98, folio 310.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
18 avril—18 25—mai 2 9 16 19

ANNONCE JUDICIAIRE.

Arthur Denis vs. W. G. G. Wehner.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,575.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 9 juin 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre ensemble avec tous les droits, voies, privilèges et dépendances qui y appartiennent, situé dans la Troisième Section de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Calliope, Dryades, Foucher et Terpsichore, et désignés comme le Numéro trente-deux de la subdivision de l'îlot, suivant un plan dressé par Alfred Mercier, ingénieur, le 17me jour de janvier 1848, déposé en l'étude de C. Bonneval, notaire, alors notaire public de la ville, et mesurant vingt-sept pieds de face à la rue Gasquet, sur une profondeur de cent vingt pieds, entre lignes parallèles.

Acquis par le défendeur comme suit: Les lots numéros treize et quatorze, de Mme H. J. Fandrie, acte pardevant E. Stringer, notaire, le 6 mars 1867, le lot numéro douze, de Jacques Jacobs, le 3 mai 1881, acte pardevant S. Zimmerman, le 3 mai 1881, acte pardevant F. Adolphe, notaire; et le lot numéro seize, de Mme Jeanne Lamothe, le 23 février 1882, acte pardevant O. Dronett, notaire.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
28avril—29 mai 5 12 19 26 juin 2

ANNONCE JUDICIAIRE.

Citizens' Bank of Louisiana vs Mme Ellen ou Helen Buckley Wild et autres.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,361.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'Allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 9 juin 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Deux lots de terrain situés dans la faubourg Wash'ington, dans la Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Levée, Casaalvo, Congress et Independance, désignés par les numéros dix-sept et dix-huit de la subdivision par Allou D'Hémécourt, ingénieur, le 17me jour de janvier 1848, déposé en l'étude de C. Bonneval, notaire, alors notaire public de la ville, et mesurant chacun vingt-et-un pieds sept pouces et quatre lignes de face à la rue Congress sur une profondeur de cent vingt pieds sept pouces et demi pouce entre lignes parallèles.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Et aussi, ensemble avec vingt-cinq actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, qui y sont attachées et portant sur la dite propriété.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant pour payer la réclamation des demandeurs, savoir: La somme de deux cent soixante-dix dollars, montant du prêt sur actions, avec intérêt à huit pour cent par an à partir du 1er mai 1890, et une autre somme de trois cent douze dollars 50 cts, montant de contribution, avec intérêt par mois de fonds capital, avec huit pour cent d'intérêt par an sur douze dollars 50 cts du dit montant, à partir du 1er décembre 1884; huit pour cent d'intérêt par an sur vingt-cinq dollars du dit montant, à partir du 1er décembre 1881; huit pour cent d'intérêt par an sur vingt-cinq dollars du dit montant, à partir du 1er décembre 1882; huit pour cent d'intérêt par an sur vingt-cinq dollars du dit montant, à partir du 1er décembre 1883; huit pour cent d'intérêt par an sur vingt-cinq dollars du dit montant, à partir du 1er décembre 1884; huit pour cent d'intérêt par an sur vingt-cinq dollars du dit montant, à partir du 1er décembre 1885; et huit pour cent d'intérêt par an sur vingt-cinq dollars du dit montant, à partir du 1er décembre 1886,—avec tous les frais du procès et de la vente ainsi que les taxes dues sur les dits propriétés. L'acquéreur assumant la charge de la rente de la dite dette hypothécaire pour actions, pour encore dix mois pesant être appelé en vertu de la dite charte, et aussi de la balance, savoir: la somme de dix huit cent quatre-vingt-sept dollars 50 cts, l'acquéreur assumant toutes les obligations d'un actionnaire de la Banque des Citoyens, en vertu de sa charte et de ses lois, et le prix d'adjudication, comptant.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
8mai—8, 15, 22, 29—juin 5 9.

ANNONCE JUDICIAIRE.

People's Homestead Association vs. Succession de Pierre Macon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 23,490.—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 9 juin 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Deux lots de terre situés dans le 3me District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Amour, et Romparts, St-Antoine, Craps ou Bourgogne et Montalbe ou Derbigny, mesurant chacun vingt pieds 5 lignes de face à la rue Romparts sur une profondeur de 100 pieds, entre lignes parallèles et désignés par la lettre N, sur un plan fait par J. A. D'Hémécourt, en date du 15 mai 1871, ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Saisi dans l'affaire ci-dessus, numérotée et intitulée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VENDEL HORN,
Constable de la Première Cour de Cité de Nouvelle-Orléans.
27 avril—27—mai 6 13 20 26.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un lot de terre de valeur avec les bâtisses et améliorations sur l'Avenue St-Charles, entre les rues Première et Seconde. La rue du fond étant la rue Carondelet.

Union Homestead Association vs David Simon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,779—En vertu d'un writ de saisi et vente, à moi adressé par l'honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de la ville de la Nouvelle-Orléans, SAMEDI, 9 juin 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir—

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et sous les droits, voies, privilèges et dépendances y appartenant, situé dans la Troisième District de la Nouvelle-Orléans, dans l'îlet borné par les rues Prieur, Johnson, Poydras et Perdido, mesurant 14 pieds 7 pouces et 4 1/2 lignes de face à la rue Prieur, sur une profondeur de 151 pieds 3 pouces, entre lignes parallèles étant la moitié plus grande de la rue Poydras, du lot original No 26 d'après un plan fait par A. Fenelli, daté du 12 avril 1854, déposé dans les bureau de W. L. Poole, Esq., notaire.

Les améliorations consistent en un cottage en bois ayant quatre chambres, citerne, etc.

Termes et conditions—Un tiers ou plus comptant et le restant en deux ans, avec hypothèque sur la propriété vendue, avec intérêt à huit pour cent d'intérêt par an et toutes les clauses de sécurité usuelles; 10 pour cent devra être payé comptant et l'annulation des lettres du 28 avril 1888.

Acte de vente pardevant Benj. Ory, Esq., notaire, aux frais de l'acquéreur.
10mai—10, 13, 16, 27—3, 6juin

ANNONCE JUDICIAIRE.

John Reznch vs Mary Muller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 23,686.—En vertu d'un writ de saisi et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et l'allée Commerciale, dans le Premier District de cette ville, SAMEDI, 19 mai 1888, à midi, de la propriété ci-dessus décrite, à savoir:

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le troisième district de cette ville, désigné comme lot No 6, dans l'îlot No 402 borné par les rues de Claude, Clouet, Louisa et Marais. Le dit lot mesure quarante-sept pieds de face à la rue St-Claude sur une profondeur de cent dix-huit pieds.

Etant la même propriété que la défenderesse a acquis de Jacob Rehn et autres, conformément à un acte passé pardevant John R. Légier, notaire, le 18 mars 1887.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif civil de la paroisse d'Orléans.
17 avril—17 24—mai 1 8 15 19

ANNONCE JUDICIAIRE.

Groceries, Groceries, Vins, Liqueurs et autres articles, etc.

Smith Bros. & Co. vs. George B. Rice.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,678.—En vertu d'un writ d'attachement à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, sur les lieux ci-après désignés, le SAMEDI, 19 mai 1888, à 10 heures a. m., de la propriété ci-après décrite, à savoir:

A mon entrepôt, rue Ste-Anne, entre Royale et Chartres—

Un grand assortiment de groceries, vins, liqueurs et autres articles, etc, conformément à un inventaire déposé en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
8 mai—8 15 19

Avis de présentation de Bills.

Salon du Maire de la Nouvelle-Orléans,
Hôtel de Ville, 9 mai 1888.

AVIS est ici donné conformément à l'Article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane et l'intention de la Ville de la Nouvelle-Orléans, de s'adresser à l'Assemblée Générale de la Louisiane pour la passation d'un acte amendatoire et déclaratif à l'acte No 96 de 1880 et l'acte No 13 de 1884 relatifs au Bureau des Commissaires de Jury pour la paroisse d'Orléans et en vertu desquels le dit Bureau fonctionne.

JOS. A. SHAKESPEARE,
Maire.
11 mai—5f en 30j

AVIS—Nlle-Orléans, 7 mai 1888.—Avis est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'un bill sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée Générale de cet Etat, pour pouvoir à l'amendement de l'acte No 96 de 1880, organisant les Cours de Cité de la Nouvelle-Orléans et Code of Practice Art. 1085, afin de permettre à la Cour de procéder à l'instruction d'affaires à l'heure fixée.

2 mai—5 f en 30 j.

AVIS est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'un bill sera introduit à la prochaine session de l'Assemblée Générale de cet Etat, pour amender l'acte No 96 de 1880, approuvé le 21 juin 1886, connu comme Loi du Dimanche, de façon à exempter des effets de cette loi les villes ayant plus de 2000 habitants.

25avril—1m

AVIS—Nlle-Orléans, 20 avril, 1888.—Avis est par le présent donné par le soussigné de son intention de présenter et de faire présenter par la législature, à la prochaine session, des bills portant: 1° La création d'un Bureau des Travaux Publics qui aurait pour fonction la direction et le drainage de la ville de la Nlle-Orléans; 2° la création d'un Bureau du Commissaire de Police pour la ville de la Nlle-Orléans; 3° un nouvel enregistrement des électeurs dans la paroisse d'Orléans.

Représentant du sixième district
24 av—1f par som pen 30j représentatif.

AVIS est par le présent donné que, à la prochaine session de la Législature, il sera présenté un bill ordonnant la vente de l'Etat de la Louisiane de payer à Henrietta Barbarou, d'Orlando, comté d'Orange, Floride, Emma Barbarou, de la même place, et Mme Mary Barbarou, de Louisville, Kentucky, la somme de deux mille deux cent trente-huit dollars 67 cts, avec intérêt à 6 pour cent par an de 1870, ce montant constituant la balance de l'actif de la succession de Remy Maynard déposée au Trésor de l'Etat le 24 février 1870, et par des héritiers dudit défunt. Les parties ci-dessus sont les légataires dudit défunt et ont droit, en conséquence, à l'argent déposé au trésor, comme cet dit ci-dessus

Nlle-Orléans, 20 avril 1888.
BRASGIN, BUCK, DINKELSPIEL & HART,
Avocats.

21 avril—1f par som pen 30 je

AVIS est par le présent donné, ainsi que la loi le requiert, l'Article 48 de la Constitution de l'Etat que demande sera faite à l'Assemblée générale de paiement du jugement rendu contre l'Etat de la Louisiane par l'ancienne Thième Cour de District, paroisse d'Orléans, dans l'affaire No 10,036, en faveur de J. W. McCraken, pour la somme de $1250 [mille et deux cents piastres].

WM. H. SEYMOUR,
Administrateur.
22avril—5f en 30j.

AVIS est ici donné en vertu de l'article 48 de la Constitution qu'il sera demandé à l'Assemblée Générale, à sa prochaine session, de passer une loi pourvoyant au dessèchement, à l'égouttage et au pavage de la ville de la Nouvelle-Orléans, par l'entremise d'une commission et au moyen d'un assessement local et d'autres procédés légaux.

13 avril 1888.

W. W. HOWE,
Pour le conseil.
14 avril—5f en 30

CONFORMÉMENT à l'article 48 de la Constitution, avis est par le présent donné qu'un bill sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée générale de l'Etat de la Louisiane, pour la présente enrégistration des votants dans la paroisse d'Orléans, et pourvoyant un nouvel enregistrement des votants de cette paroisse, et de la manière et de la façon de tenir les élections dans la dite paroisse, et prescrivant les pénalités pour les violations des dites lois.

Le conseil municipal demain les pouvoirs et les devoirs du Conseil et des officiers de la ville de la Nouvelle-Orléans, et imposant des limitations à leur autorité.

Aussi, un acte pourvoyant un système de police efficace, et pour l'appointement d'un Bureau de Commissaires de police pour la ville de la Nouvelle-Orléans, définissant ses devoirs et pouvoirs.

6 mai—6, 13, 20, 29—juin 5

AVIS est ici donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de la Louisiane, qu'à la prochaine session de l'Assemblée Générale de cet Etat, un bill sera introduit pour amender et réorganiser l'acte No 23,361, en date du 3 mai 1888, et rendu dans les successions ci-dessus, savoir:

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans la cinquième district de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Gaillore, Delord, Camp et Nalades (aujourd'hui St-Charles) désigné comme le terrain No quatre sur un plan dressé par E. Gentilhi, architecte, en date du 15 mars 1850, et déposé pour référence, en l'étude de H. B. Cénas, alors notaire en cette ville; aussi par le même notaire, sur un plan dressé par E. Meyer, en date du 15 avril 1874 duquel une copie est annexée pour référence à un acte passé pardevant P. C. Cuvellier, ancien notaire en date du 18 mai 1874. Le dit lot mesure un pied américain, trente pieds de face à la rue St-Charles sur une profondeur de cent cinquante pieds, entre lignes parallèles.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
9 mai—5 f. en 30 j.

AVIS est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution, que le Bureau de Liquidation de la Dette de Ville, dans le but de réduire la dette actuelle de la ville par la substitution de nouveaux bons portant un plus faible intérêt, et, autant que cela sera possible, de rendre uniforme la dette capitalisée de la ville des différentes catégories de bons qui existent maintenant, et pour d'autres fins et après indiquées, s'adressera à l'Assemblée Générale de cet Etat, pour pouvoir à l'acte voter une ou plusieurs lois répondant aux fins suivantes:

1° Pour autoriser la Ville de la Nouvelle-Orléans, par l'entremise du Bureau de Liquidation, à émettre des bons de la ville jusqu'à concurrence du montant suffisant pour retirer les bons actuellement payables à 30, 40 et 50 ans d'échéance, ou à telles époques qui seront jugées convenables, portant intérêt à 5 pour cent par an, avec intérêt payable semi-annuellement, le taux d'intérêt qu'ils porteront et les échéances devront être stipulés dans le bill, et lesdits bons devront être vendus et placés par le Bureau de Liquidation à des conditions prescrites par la dite loi, mais jamais au dessous du pair. Le produit de la vente sera immédiatement et exclusivement affecté au rachat des bons légitimes actuels de la ville de la Nlle Orléans, maintenant en mains tierces, lesquels seront annulés à leur échéance, ou avant, par les lois actuelles et de tels bons que l'on jugera à propos d'acheter avec le produit des nouveaux bons qu'il sera émis en vertu de la dite loi, sous réglements et de telles conditions qui seront fixés.

2° Pour autoriser la ville de la Nlle Orléans, par l'entremise du Bureau de Liquidation, à émettre des bons de la ville jusqu'à concurrence d'un montant suffisant pour retirer les bons actuellement payables à 20 ans ou à telles époques que l'on jugera convenables, portant intérêt à raison de 5 pour cent par an ou plus. Le montant des bons à émettre, le taux d'intérêt qu'ils porteront et les échéances devront être stipulés dans la loi; les bons devront être uniquement et exclusivement employés à retirer les Bonds et aux sections 2371, 2372 et 2373 de l'acte No 95, approuvé le 10 mars 1870, connu comme les Statuts Revisés, avec intérêt à 6 pour cent par an de 1870, ce montant constituant la balance de l'actif de la succession de Remy Maynard déposée au Trésor de l'Etat le 24 février 1870, et par des héritiers dudit défunt. Les parties ci-dessus sont les légataires dudit défunt et ont droit, en conséquence, à l'argent déposé au trésor, comme cet dit ci-dessus

Nlle-Orléans, 20 avril 1888.
BRASGIN, BUCK, DINKELSPIEL & HART,
Avocats.

21 avril—1f par som pen 30 je

AVIS est par le présent donné que, à la prochaine session de la Législature, il sera présenté un bill ordonnant la vente de l'Etat de la Louisiane de payer à Henrietta Barbarou, d'Orlando, comté d'Orange, Floride, Emma Barbarou, de la même place, et Mme Mary Barbarou, de Louisville, Kentucky, la somme de deux mille deux cent trente-huit dollars 67 cts, avec intérêt à 6 pour cent par an de 1870, ce montant constituant la balance de l'actif de la succession de Remy Maynard déposée au Trésor de l'Etat le 24 février 1870, et par des héritiers dudit défunt. Les parties ci-dessus sont les légataires dudit défunt et ont droit, en conséquence, à l'argent déposé au trésor, comme cet dit ci-dessus

Nlle-Orléans, 20 avril 1888.
BRASGIN, BUCK, DINKELSPIEL & HART,
Avocats.

21 avril—1f par som pen 30 je

AVIS est par le présent donné, ainsi que la loi le requiert, l'Article 48 de la Constitution de l'Etat que demande sera faite à l'Assemblée générale de paiement du jugement rendu contre l'Etat de la Louisiane par l'ancienne Thième Cour de District, paroisse d'Orléans, dans l'affaire No 10,036, en faveur de J. W. McCra